

**Orateur: Bemeriki**

...deux et vingt quatre minutes dans nos studios. Comme vous venez de le remarquer, nous venons de commencer nos émissions. Elles commencent, vous le savez bien, par des chansons qui sont censées vous mettre à l'aise pour bien suivre nos programmes. Ce soir, vous êtes en compagnie de M. Gaspard Gahigi, le rédacteur en chef et moi Valerie Bimeriki pour le Kinyarwanda et pour le Français, Philippe Mbilizi et Emmanuel Rucogoza. A la technique, nous avons Ntezimana Jean qui va continuer de nous donner de la musique. Aujourd'hui, il a plu et les gens ont plutôt froid. Il va donc continuer de nous donner cette musique qui peut nous réchauffer pour que nous puissions continuer à suivre les programmes de la RTLM. Comme d'habitude, dans nos programmes, nous vous lisons vos messages que vous voulez faire passer par les ondes de votre radio, la radio qui vous inspire confiance ; nous vous lisons ces messages pour les faire parvenir aux destinataires ; ensuite nous passerons aux actualités vers dix-neuf heures et demie. Nous vous ferons part des informations au fur et à mesure que nous les recevons ; les informations seront entrecoupées de chansons comme je viens de vous le dire. Vous connaissez ceux qui sont en votre compagnie en ce moment. Vous êtes au fait des informations en notre possession, celles qui concernent ces personnes assassinées par des malfaiteurs qui, en réalité, sont des Inkotanyi car cette zone est une zone qui est supposée être contrôlée par la MINUAR comme elle l'était d'ailleurs par le GOMN. En principe, elle devait être sous contrôle de la MINUAR. Mais ce qui se passe dans ces zones tampons nous inquiète au plus haut point surtout que ces incidents surviennent après ceux de la Sous-préfecture de Kirambo, une autre zone tampon au même titre que le Sous-préfecture de Kinihira. Une telle zone devait en principe être surveillée par la MINUAR. Ce n'est pas compréhensible que dans de telles zones, il se passe des tels actes. Autre chose : des gens affirment apercevoir des Inkotanyi circulant chaque jour dans ces zones.

L'affirmation selon laquelle ce sont eux qui ont tué ces gens n'est pas dénuée de fondement car on les voit souvent dans ces zones. Nous demandons à la MINUAR de faire de son mieux pour que de tels incidents ne se reproduisent plus. Ou bien qu'elle nous dise les auteurs de ces forfaits au lieu de se contenter de clamer qu'elle mène des enquêtes. Le langage qui consiste à dire que les auteurs (de ces attentats) sont inconnus devrait changer, que l'on nous dise qui sont les auteurs de ces forfaits perpétrés en zone contrôlée par la MINUAR. Autrement, ceux qui gardent et contrôlent cette zone répondront du sort de nos gens qui continuent à mourir et quand on analyse minutieusement la situation, on constate que c'est la MINUAR qui doit répondre de ces forfaits. Nous nous demandons pourquoi la MINUAR ne dénonce pas ceux qui commettent ces forfaits. La MINUAR contrôle cette zone mais quand vous lui demandez qui a tué les personnes dans la zone qui est sous son contrôle, elle vous répond qu'elle effectue encore des enquêtes ou elle dit qu'elle en ignore les auteurs (inaudible) ; c'est vraiment triste et malheureux ; aussi, les gens ne manquent pas de pointer du doigt la MINUAR l'accusant de partialité ; et elle a effectivement un parti pris sinon pourquoi couvrirait-elle ces gens ? C'est incompréhensible et les gens continuent à se poser des questions là dessus.

Radio RTLM, il est maintenant 19 heures et onze minutes dans nos studios. L'actualité à la une concerne ces assassinats des personnes innocentes. Les gens continuent les provocations pour chercher un prétexte à la guerre ; ces gens, ce sont des Inkotanyi qui continuent leur provocation pour pouvoir reprendre les hostilités. A cette occasion, comme je l'ai dit précédemment, les partis politiques ont commencé à exprimer leur point de vue ; je veux dire surtout le MRND dont le bureau politique s'est réuni hier et qui a pris des décisions lesquelles sont reprises dans un communiqué que je vais vous lire dans quelques instants. Au fait, ce ne sont pas des décisions mais plutôt des souhaits exprimés sur ces meurtres.

Je vous passerai également l'interview qu'a livré le Président du PL, Monsieur Justin Mugenzi, à Gaspard Gahigi, le rédacteur en chef. Vous le savez bien, quand l'un de nous n'est pas à l'antenne, c'est qu'il est en train de vous préparer des informations pour ce soir. Monsieur Gaspard Gahigi est en train d'interviewer le Ministre Mugenzi, Président du PL ; ce dernier doit certainement livrer son point de vue sur les problèmes qui sont au sein de son parti, comment les résoudre pour que ces institutions de transition soient mises en place ; et si ces problèmes persistent, il nous le dira ; il donnera enfin son point de vue sur ces assassinats crapuleux. Radio RTLM, il est maintenant 19 heures et trente huit minutes dans nos studios. C'est l'heure du journal en Kinyarwanda.

Il y a quelques instants, je vous parlais de cinq personnes tuées par des malfaiteurs ; ces victimes se rendaient de la Sous-préfecture de Kimihira à Kigali. C'était en effet des déplacés de guerre qui s'étaient réfugiés à Kigali d'où ils partaient chaque jour pour se rendre à leur travail. Ils avaient reçu des assurances de la part de la MINUAR que leur sécurité serait assurée. Mais ce fut le contraire. Le soir d'avant-hier le 15 mars 1994, ils avaient fini leur travail et s'apprétaient à rentrer à Kigali quand, sur le chemin du retour, ils sont tombés dans une embuscade tendue par ceux là qui sont habitués à verser le sang, et tous les cinq périrent. Beaucoup de gens ont commenté cet incident, beaucoup de nouvelles nous sont parvenues, les gens expliquaient comment cela s'est passé et la RTLM, votre radio, vous a livré cette information à chaud. Les partis politiques se sont aussi exprimés là-dessus. Comme je l'ai dit hier, le Bureau politique du MRND s'est réuni et a publié un communiqué dont la teneur suit : Après les meurtres crapuleux perpétrés par le FPR sur des employés du projet théicole de Cyohoha- Rukeri en date du 15 mars 1994, le Bureau politique du MRND s'est réuni hier et après avoir examiné la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays, a jugé nécessaire d'informer les Rwandais de ce qui suit :

- Primo, le MRND condamne publiquement de telles tueries honteuses que le FPR continue de commettre sur des civils innocents, tueries semblables à celles perpétrées dans la Sous-préfecture de Kirambo et dans les communes de Mutura et de Bwisige.
- Secundo, le MRND ne doute pas que ces actes de violence s'inscrivent dans un plan criminel du FPR de verser le sang des innocents et de retarder la mise en place des institutions de transition prévues par les accords d'Arusha.
- Tertio, le MRND prie instamment la MINUAR de s'acquitter de sa mission de maintenir la sécurité de la population qui habite la zone démilitarisée et exige que le FPR quitte définitivement cette zone. La MINUAR est priée de ne plus continuer de couvrir les actes de violence du FPR et de publier les conclusions sur les enquêtes menées sur les atrocités commises sur des innocents dans la Sous-préfecture de Kirambo et dans les Communes de Mutura et de Bwisige. Le MRND pense que, si la MINUAR ne s'acquitte pas de ses obligations, le problème sera soumis au Secrétaire général des Nations Unies.
- Quarto, le MRND demande au Gouvernement de se réunir d'urgence et de prendre une décision sur le meurtre de ces personnes et des mesures pour que des tels incidents ne se reproduisent plus. Le MRND rappelle au Gouvernement de s'acquitter de sa mission principale qui est de protéger la population sinon des mesures seront prises en son rencontre. Le MRND informe le FPR qu'il ne restera pas les bras croisés et ne supportera plus pour longtemps des tels actes sanguinaires perpétrés contre la population innocente.
- Enfin, le MRND exprime ses condoléances aux familles éprouvées dans ces tristes moments qu'elles traversent.

Fait à Kigali, le 16 mars 1994 et signé par le Secrétaire général du MRND, Monsieur Joseph Nzirorera.

Comme vous venez de l'entendre, ce meurtre nous a tous affligés surtout qu'il survient après celui des deux autres politiciens qui étaient en vue dans notre pays et alors que nous étions encore en deuil. Vous comprenez clairement que le comportement sanguinaire de ces gens n'est pas du tout louable. La population va-t-elle croire que c'est ça la démocratie qui leur est apportée ? Ils se trompent.

En outre, nous avons l'impression que notre pays manque de direction politique, c'est comme s'il n'y avait pas de gouvernement.

Les Rwandais ne comprennent pas comment ceux qui avaient l'habitude de s'adresser aux rwandaises et aux rwandais n'ont pas encore condamné cet état de choses, ne se sont pas encore exprimés par le biais de Radio Rwanda sur ces tueries, que ce soit le Premier Ministre de la transition élargie, que ce soit Madame Agathe Uwilingiyimana (inaudible) du Gouvernement actuel bien qu'inopérant. Un analyste minutieux peut se demander comment ces massacres continuent à se perpétuer au grand silence de tous. Il est vraiment triste et tragique de constater que ces autorités n'adressent pas des messages aux Rwandais relativement à cette situation, ne condamnent pas publiquement ceux qui la provoquent. Par conséquent, ce Gouvernement ne devrait pas continuer à travailler, il devrait être dissout et remplacé par un autre. Ce souhait avait été exprimé lors d'une réunion des partis politiques qui forment ce Gouvernement et qui était dirigée par Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Il vous souviendra que, dans nos émissions antérieures, nous avons dit que les participants à cette réunion devaient étudier les voies et moyens qui permettraient à ce Gouvernement de fonctionner et si cela s'avérait impossible, alors il devait être remplacé par un autre. Alors certains ont eu peur, ils furent troublés et ne surent comment s'y prendre car ils pressentaient qu'ils allaient perdre leurs postes. Le destin fut qu'il en fut autrement. Mais ces personnes, elles seules, ne représentent pas le pays.

Ces gens devraient déposer leur démission et un autre gouvernement digne de s'occuper de sept millions (sic), devrait être formé. Deux individus ne devraient pas détruire le pays à ce point. Un nouveau gouvernement, croyons nous, peut résoudre tous les problèmes de ce pays et préparer la mise en place des institutions de transition élargie. Ce Gouvernement ne nous est d'aucune utilité.

Alors maintenant, vous allez suivre une émission, toujours dans le cadre de condamner ces tueries qui continuent ...Les Rwandais continuent à être assassinés de façon atroce ; vous serez ensuite informés de la situation qui prévaut actuellement au sein du Parti libéral dans une interview que le Président du PL, Mr. Justin Mugenzi a accordée au rédacteur en chef de la RTLM, Mr. Gaspard Gahigi.

Je vous prie donc, vous tous qui écoutez Radio Rwanda, {sic} de suivre cette émission.

**Orateur : Gahigi.**

Monsieur le Ministre, nous sommes curieux ; nous avons rencontré le Ministre tanzanien et il nous a fait part des problèmes qui bloquent la situation. Nous lui avons dit qu'après plusieurs réunions tenues ici et là, il s'est tenu une autre réunion, présidée par le Président de la République le 25 et reconduite le 27 du mois passé de février 1994. A la fin de cette réunion, les conclusions furent tirées sur les voies et moyens de mettre en place les institutions de transition, entre autre les procédures de résoudre le problème du MDR et celui du PL.

**Orateur : Justin Mugenzi**

Je ne vais pas m'attarder sur la question du MDR bien qu'ils affirment que le problème soit réglé ; cela ne me regarde pas, je vais plutôt vous parler du PL. Au sein du PL, suivant les conseils prodigués par les Evêques catholiques et les Pasteurs protestants, idée épousée par beaucoup, les dissidents du parti et qui sont conduits par Lando Ndasingwa recevraient des postes pour apaiser les tensions.

La faction de Ndasingwa recevrait six sièges au parlement et un poste ministériel. Cela signifie qu'ils auraient un ministre de plus et le droit de présenter un candidat au poste de Président de l'Assemblée nationale.

*(Allô, Musique).*

**Orateur : Mugenzi**

Le Parti libéral garderait cinq sièges à l'Assemblée nationale et quelques ministres. C'est ainsi que nous nous sommes entendus et tous les représentants des partis qui étaient présents ont apposé leurs signatures { sur le document} y compris le PSD et le PDC...même madame Agathe Uwilingiyimana a signé. Twagiramungu n'a pas signé parce qu'on n'avait pas mentionné qu'il était président du MDR...et chez nous, nous avons signé...cela se comprend ; Ndasingwa n'a pas signé ; il a dit que, pour ce qui est des Ministres, il n'était pas chargé de..., et nous nous sommes séparés sur ces conclusions. C'était le 27. Le 3, j'ai vu une lettre de Ndasingwa adressée au Premier Ministre en lui transmettant les noms de six députés de sa faction. Nous avions quant à nous donné les noms des nôtres à la sortie de la réunion.

**Orateur : Gahigi.**

Alors la question qui était restée en suspens était celle de la distribution des porte feuilles ministériels.

**Orateur : Mugenzi.**

Le Premier Ministre du Gouvernement de transition élargie soutenait toujours l'idée selon laquelle le poste de ministre de la justice devait revenir à la faction de Lando, ... je ne sais pas comment il l'explique, peut être que quelqu'un le lui demandera un jour et qu'il pourra alors s'expliquer. Nous, nous disons que le consensus était que les ministres du PL restent tels dans leurs postes, bien que cela ne soit pas expressément mentionné dans le texte.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Ndasingwa n'a pas donné son nom lors de la transmission des noms des Ministres et vous savez bien qu'il était parmi ceux qui voulaient briguer le poste de Président de l'Assemblée nationale. Les dissensions et les querelles au sein du parti remontent à la période où Ndasingwa n'avait pas obtenu assez de voix pour que le parti puisse le proposer comme candidat à ce poste. C'était au mois d'août ; ceux qui s'intéressent au PL se souviennent bien que le pommé de discorde fut ce poste de Président de l'Assemblée nationale que Ndasingwa convoitait. C'est donc évident qu'en ne faisant pas figurer son nom parmi les candidats députés pour que, plus tard il puisse briguer le poste de Président, Ndasingwa a respecté le consensus à savoir que les postes ministériels devaient rester tels quels. Il a plutôt préféré le poste de ministre comme convenu. Mais par la suite, il y a eu une nouvelle lettre pleine de ruse, selon laquelle ses députés ne prêteront jamais serment à moins que l'on accepte que le porte feuille de la justice lui revienne. Et c'est vraiment là que ce trouve le fond du problème parce que nous avons aussi déclaré que nous ne pouvions pas céder ce ministère. Nous nous étions convenus que la faction qui donnerait six candidats députés n'aurait qu'un poste ministériel. Ndasingwa a donné six députés et il garde le poste de ministre. Il est donc clair qu'il n'a pas le droit de réclamer un autre poste ministériel.

**Orateur : Gahigi**

(Inaudible) que vous seriez d'accord de lui céder le ministère de justice. Vrai ou faux ?

**Orateur : Mugenzi**

C'est un mensonge pur car nous ne pouvons pas accepter de lui céder le poste de ministre de la justice pour des raisons évidentes. C'est ce ministère qui collabore avec celui de l'intérieur et du développement communal pour assurer la sécurité dans le pays, avec bien entendu, l'armée, que ce soit les militaires ou les gendarmes ; en matière de gestion du territoire, l'administration et la justice vont de pair.



Comment peut-on donc prendre les deux ministères et les mettre du même côté car vous savez que le ministère de l'intérieur a été confié au FPR. Comment donc peut-on confier le ministère à cette faction de Ndasingwa qui s'affuble du nom de PL pour la bonne forme mais qui en réalité, comme chacun le sait, travaille et roule pour le FPR. Personne ne peut donc nous duper que ce ministère n'est pas allé au FPR- Inkotanyi. C'est donc pratiquement inconcevable qu'un Rwandais avisé puisse confier le ministère de l'intérieur et celui de la justice aux Inkotanyi et nous dire par la suite qu'il n'a pas livré, une fois pour toutes, le pays aux Inkotanyi. Comprenons-nous bien, les Inkotanyi sont des Rwandais, et il y en a qui disent qu'ils ont droit à leur part de gâteau, mais toujours est-il que ces gens viennent de l'étranger et qu'ils ont combattu pour une cause que nous ignorons toujours et vous leur confiez toute l'administration : l'intérieur, la justice et l'armée sous prétexte que vous avez confiance en eux ! Cette confiance, nous devrions d'abord la soupeser et voir comment ils vont se comporter dans le pays et dans la gestion de la chose publique avant de tout leur confier. Nous devrions d'abord savoir si ce sont de vrais Rwandais qui méritent la confiance des autres Rwandais. Si non, pour le moment, l'heure est encore à la suspicion mutuelle, nous devons observer leur comportement, connaître leur ligne politique et leur programme sans seulement nous contenter de ce qu'on nous rabâche à la radio et dans les journaux. Nous devons les voir en action et nous assurer de leurs véritables intentions. Si non, leur donner tout pour donner l'impression qu'on travaille ne signifie rien. Le fait que nous ne savons rien de leurs programmes et de leurs objectifs nous incite à nous poser des questions sur ce qui est de la *sécurité intérieure* (en Français dans le texte). Ils ont eu le ministère de l'intérieur mais le ministère de justice, nous devons le garder et le contrôler pour nous assurer que les Rwandais qui sont restés dans le pays, ne seront pas asservis par cette faction des Rwandais venus de l'étranger.

**Orateur : Gahigi**

A y voir donc de plus près, rien de neuf depuis la rédaction parce que ( rien...) vous avez refusé de céder le Ministère de la justice ( nous avons refusé de le céder et nous ne le céderons jamais) ; avez-vous fait part de cette position à Joseph Rwegasira, Ministre des affaires étrangères de la Tanzanie ? Et quelle fut sa réaction pour que les Rwandais le sachent ?

**Orateur : Mugenzi**

Je le lui ai dit mais il m' a répondu qu' il n' avait pas encore vu les autres partis dont le FPR notamment. Je lui ai alors répondu que, de toutes les façons, les problèmes du Parti libéral ne peuvent pas être résolus par le FPR car le FPR est un parti à part. Lors des pourparlers, le FPR était opposé au Gouvernement rwandais. C' est pourquoi les problèmes du Parti libéral sont du ressort du Gouvernement rwandais car le PL est du côté du gouvernement rwandais ; le FPR n' est pas du côté du PL et le Parti libéral n' est pas du côté du FPR. Si vous voulez connaître maintenant les problèmes du Parti libéral, si vous voulez disséquer les problèmes du PL pour savoir comment faciliter le dialogue au sein du PL, cela doit être fait par les partis qui forment le Gouvernement et après cela, on invitera le FPR à entrer au gouvernement mais de grâce, qu' on ne fasse pas appel au FPR pour venir résoudre le problème du PL. C' est ce que nous avons toujours refusé et c' est ce qui nous a empêché de participer aujourd' hui à la réunion convoquée par Joseph Rwegasira pour étudier ces problèmes du PL ; nous nous opposons à ce que ces problèmes du PL soient résolus par le FPR.

**Orateurs : inconnu**

Cela est clair. Je pense que vous avez entendu parler de gens qui ont été assassinés tout près de l' usine à thé de SORWATHE. Je voudrais vous demander, vous, en tant que président, ce que le Parti libéral en pense :

**Orateur : Mugenzi**

Merci de me poser cette question qui est aussi préoccupante ; notre parti a particulièrement souffert de ces atrocités perpétrées en commune de Cyungo avant hier mardi le 15 mars 1994 sur cinq personnes, agents de l'ASOTHE dont le dirigeant de cette coopérative, un chef de service et un autre agent de cette usine, membre du PL et qui avait été élu député pour représenter la circonscription préfectorale de Byumba au Parlement. Cet acte nous a fortement choqué ; nous avons subi un grand préjudice, nous réitérons nos condoléances aux familles éprouvées et nous prions pour que leurs âmes reposent en paix. Mais pour revenir à cette question, cet acte atroce est vraiment répugnant. Il nous rappelle d'autres actes similaires perpétrés dans la Sous-préfecture de Kirambo au mois de novembre de l'année passée là où on s'est attaqué aux communes de Nkumba et de Kidaho et ignominieusement tué des gens. Cela est arrivé dans la commune de Mutura et dans les autres communes qui sont dans la prétendus zone neutre dans la préfecture de Byumba. C'est triste parce que ce sont des choses qui continuent à se faire en toute impunité. En réalité, les habitants de cette zone sont abandonnés à leur sort. Et pourtant il avait été clairement indiqué que le pouvoir de l'Etat serait remplacé par ces Casques Bleus qui y sont allés pour assurer la sécurité, et qui sont connus sous le nom de MINUAR. La population semble être sans leader et sans protection alors que c'est là la principale responsabilité de toute autorité. Mais regardez ce qui s'est passé. Nous avons dénoncé à cor et à cri les incidents de Kirambo et Dallaire nous promet de mener une enquête pour nous dire qui sont les malfaiteurs et nous faire un rapport mais, jusqu'aujourd'hui, à moins que je ne sois mal informé, ce rapport n'a jamais vu le jour. Et voilà ce qui est arrivé de nouveau. Notre position au sein du Parti libéral est la suivante : notre pays est sans dirigeants, sans gouvernement et c'est vraiment triste. Si non, comment expliquer que quarante huit heures après de telles atrocités commises contre des gens innocents, le Gouvernement soit resté silencieux, sans que le cabinet ministériel ne soit convoqué pour étudier cette question et prendre des mesures ? Des gens sont tués comme s'ils n'avaient pas de dirigeants !

Nous avons demandé à ce Gouvernement rwandais fantoche et à ceux qui se targuent de le diriger, au Premier Ministre qui se dit être à la tête du Gouvernement, eh bien, nous leur demandons de s'occuper de cette question et de chercher comment rendre justice à cette population.

**Orateur : inconnu**

A votre avis, Monsieur le Président du PL, qui a tué ces gens ?

**Orateur : Mugenzi**

**FIN DE LA FACE A**

Ce n'est pas facile d'affirmer qu'ils ont été tués par tel ou tel car, ce faisant je remplacerai.... Affirmer gratuitement qu'un tel a été tué par un tel n'est pas dans mes habitudes...avant les résultats des enquêtes.

**Orateur : inconnu**

Nous attendons les résultats des enquêtes, nous avons en ligne monsieur Justin Mugenzi,

**Orateur : Mbilizi**

...Kigali vous êtes sur 106.4, 94.3 la Radio-télévision Libre des Milles Collines. Tout à l'heure les titres de nos informations en français, je vous dis que la section française ce soir c'est Emmanuel Rucogoza et Philippe Mbilizi Mulonda.

**Orateur : inconnu**

Ne prenez pas la peine de prendre des notes, hâtez-vous plutôt d'acheter Kangura no 58 qui paraîtra mardi le quinze de ce mois. A partir de ce numéro, la direction du journal Kangura en collaboration avec tous ceux qui l'aiment, a organisé un concours destiné à inculquer les idées de Kangura parmi ses amateurs. Tous les prix ont été remis à Kangura par ceux là même qui l'aiment et qui lui souhaitent une longue vie. Ces prix sont les suivants et ils continuent à affluer: le premier recevra 25000 FBU, le deuxième, 15000, le troisième recevra un billet d'avion Kigali- Bujumbura- Kigali et le quatrième, un billet d'avion Kigali-Gisenyi-Kigali.

**Orateur : Mbilizi**

Voilà chers amis auditeurs nous revenons sur ces éléments tout à l'heure mais nous reprenons ce que nous disions tout à l'heure. Cent dix-huit jours aujourd'hui depuis les tueries de Kirambo, nous attendons toujours le résultat de la commission d'enquête de la MINUAR, que le Général Dallaire y travaille ou qu'il s'en aille. Le MRND condamne

*énergiquement les tueries de Cyohora-Rukeri et met en cause l'impartialité de la MINUAR. Met en cause la partialité de la MINUAR. Réaction également du PL, Parti Libéral suite à cet assassinat. Monsieur Mugenzi Justin, président de ce parti assimile ces actes aux tueries de Kirambo. La nomination par madame le premier ministre de monsieur Rafiki Yacinthe au poste de directeur de cabinet au MINITRAPE est une entorse à la loi, à en croire la Fédération rwandaise de défense des droits de l'homme. Nous parlerons aussi du Burundi, rendez-vous tout à l'heure autour de vingt heure trente.*

**Orateur : Bemeriki**

... qui se sont passés dans la Sous-préfecture de Kirambo et dans les communes de Mutura et de Bwisige ; ces enquêtes n'ont pas encore été publiées par la MINUAR ; aujourd'hui, c'est le cent huitième jour et nous attendons toujours que la MINUAR rende public les résultats de cette enquête. Je me souviens que les journalistes de la RTLM ont posé au général Dallaire la question de savoir comment ils allaient s'y prendre pour publier les résultats des enquêtes alors que les meurtres redoublaient d'intensité. Mais il n'a pas su répondre, se contentant de dire que les enquêtes étaient toujours en cours. Nous attendons toujours mais le comble est que les gens continuent à mourir d'une mort atroce par la main de ces malfaiteurs. Mais à y regarder de plus près, la MINUAR a tout intérêt à couvrir le FPR. Elle souhaite que les Institutions de transition soient mises en place à la hâte, maladroitement. Sa seule préoccupation est la mise en place de ces institutions, en effet cette mise en place serait portée au crédit de la MINUAR et des Nations Unies qui auraient accompli leur mission au Rwanda, peu importe les circonstances. Vous vous souvenez de la question que j'ai posée à Dallaire de savoir pourquoi les casques bleus échouent partout où ils sont envoyés et je lui ai cité l'exemple de l'Angola, de la Somalie ; je lui ai alors demandé s'il pensait que ce serait possible au Rwanda ou alors que la situation resterait telle quelle pour aboutir à une situation à la somalienne ? Ils ont répondu que s'ils parvenaient à pacifier le Rwanda, ce ne serait pas, semble-t-il, leur première victoire, car ils ont enregistré un autre succès au Bangladesh. Mais effectuer une mission de pacification

K0249076

dans dix endroits et se prévaloir d' une seule victoire est, à mon avis, plutôt une défaite. En fait ils ne cherchent que de mettre en place toutes ces institutions pour prétendre par la suite qu'ils ont ramené la paix au Rwanda alors qu'en réalité, il ne s'agit qu'une paix dérisoire confondue avec la mise en place des institutions.

**(En français dans le texte original – page 15 à 23)**

WS02-756  
K013-8533-K013-8554

Orateur : Mbilizi.

K0249077

..... Mille Collines, la Radio-télévision Libre de Mille collines, vingt heure trente trois minutes à Kigali ce soir je vous rappelle vous êtes en compagnie de Emmanuel Rucogoza et Philippe Mbilizi Mulonda, la technique est assurée par Ntezimana John Ça fait aujourd'hui cent dix huit jours depuis les tueries de Kirambo. Nous attendons toujours le résultat de la commission d'enquête de la MINUAR que le Général Dallaire y travaille ou qu'il s'en aille. Les titres de nos informations, le MRND condamne énergiquement les tueries de Cyohoha Rukeri et met en cause l'impartialité de la MINUAR. Réaction également du PL Parti libéral suite à cet assassinat monsieur Mugenzi Justin assimile cet acte ou ces actes aux tueries de Kirambo. La nomination par madame le premier ministre de monsieur Rafiki Yancith au poste de directeur de cabinet au MINITRAPE est une entorse à la loi, à en croire la Fédération rwandaise de défense des droits de l'homme.

Orateur : Emmanuel.

Je pense que c'est la partialité qui est mise en cause Philippe

Orateur : Philippe

Voilà il fallait dire que la partialité de la MINUAR est mise en cause Nous allons essayer de vérifier dans nos informations mais, mais d'abord il faut retenir que monsieur Joseph Rugasira, ministre tanzanien des affaires étrangères, est en visite dans notre pays. Des ses contacts avec la crème politique rwandaise il ressort que monsieur Joseph Rugasira devait faire part des inquiétudes du fi. de. du faci. du facilitateur face au retard accumulé pour mettre en application les accords de paix d'Arusha. Le ministre tanzanien devait rencontrer, devait réunir les représentants des partis signataires de l'accord de paix. Mais la réunion n'a pas eu lieu, le MRND et le PL ayant trouvé la rencontre inopportune car les conclusions de la réunion politique du 28 dernier sont encore valables partis. Néanmoins, il faut préciser que monsieur Joseph, estiment ces deux Rugasira a réussi à prendre contact avec les leaders des partis qui posent



au téléphone le président du PL monsieur Mugenzi.

Orateur : Gahigi.

Nous avons en ligne monsieur Justin Mugenzi e... président du Parti libéral. Monsieur le président, tous les Rwandais ont les yeux braqués sur les deux factions du Parti libéral et le ... attendent un compromis éventuel, avec la médiation du ministre tanzanien des affaires étrangères qui est en visite dans notre pays et qui vous a contacté, qui a contacté les deux factions, où est-ce vous en êtes ?

Orateur : Mugenzi

Bon! Je dois dire en réalité que nous ne sommes pas avancés. Le ministre tanzanien est venu, il nous a contacté effectivement. Ayant voulu savoir ce qui s'est passé réellement nous lui avons relaté toute l'histoire de la a de la dissension ou de la déception au sein du Parti libéral et nous lui avons donné le compte rendu du dernier progrès que nous avons fait dans la direction de faciliter la mise en place des institutions de transition. Il s'agit de... du compromis qui a été atteint lors de la réunion dirigée par le président de la république le 25 et 27 février dernier. Alors pour ce qui nous concerne nous pensions que au niveau de l'assemblée nationale, la question était résolue puisque le compromis qui avait été trouvé le 27 consistait en ce que la faction Lando devait présenter six députés et le Parti libéral présenterait cinq députés, mais que ceci était un ensemble qui devait aller aussi avec les ministères. Si vous présentez cinq députés, il vous revenait le droit de présenter deux ministres et si vous prenez six députés vous avez droit à un ministère et vous avez droit de présenter des candidats au bureau de l'assemblée nationale. Pour ce qui nous concerne nous avions accepté ce compromis et monsieur Lando avait émis des réserves lors de la réunion, mais nous avons été satisfait de constater que le.... .., il a écrit une lettre au premier ministre lui transcrivant la liste de six députés qui devraient représenter sa faction. Ce qui fait que pour nous le compromis a pris du temps pour être accepté mais il avait fini par l'être, donc malgré la lettre que monsieur Lando a écrit e... la lettre qu'il a écrit datée du trois également lui disait que il n'est pas une condition, présentation de six députés prouve que ces députés étaient

ministère de la justice. Pour nous, nous avons compris que c'était une façon de bloquer à nouveau, que certainement il s'était fait taper sur les doigts par ceux qui sont derrière lui ou... ou ceux... ses amis et nous pensons que nous ne pouvons pas revenir en arrière, le pas qui avait été franchi le 27 qui disait six plus un et cinq plus deux était un pas franchi et que monsieur Ndasungwa s'était engagé dans la même voie et que il fallait continuer. Et nous avons expliqué tout cela à monsieur Rugasira, nous lui avons également expliqué le principe de la souveraineté des partis et de la légalité et de la représentation légale du parti. A cela il fallait comprendre que le Parti libéral est bel et bien représenté légalement par son président et par son comité, tandis que monsieur Lando Ndasungwa ne représente qu'une faction dissidente du parti, donc qui n'a rien de légalité. Que si on l'a écouté c'était par souci de chercher à faciliter la mise en place et l'exécution de l'accord de paix, donc si j'ai refusé finalement de retourner en arrière il fallait que le FPR a promis son dépôt, nous avons dit que le dépôt du FPR ne pouvait pas nous... nous concerner... ne pouvait pas nous engager, que le FPR est une organisation à part, nous n'avons rien à faire avec le FPR et que le FPR ne devrait... ne doit rien avoir avec notre organisation.

Orateur : Gahigi

Monsieur le président vous aviez déclaré sur ces antennes que si jamais Lando continuait à faire le dur que vous lui prendriez toutes les places qui reviennent au Parti libéral. Est-ce que vous maintenez cette position? Avez-vous le moyen de le faire ?

Orateur : Mugenzi.

C'est-à-dire que jusqu'aujourd'hui je ne suis pas encore revenu sur notre décision de d'accepter la partition , mais il n'est pas exclu que un jour ce soit nécessaire, mais aujourd'hui nous sommes encore, nous nous inscrivons encore dans l'esprit du compromis

Orateur : Mbilizi.

La Radio-télévision Libre de Mille collines, vous écoutiez là monsieur Justin Mugenzi au micro de notre confrère Gaspard Gahigi La nomination par madame le premier ministre de monsieur Rafiki

entorse à la loi. C'est du moins ce que pense la Fédération rwandaise de défense des Droits de l'homme (FRDH) et regroupant en son sein les associations suivantes : Act, Aro Tabara, Misericordia, Ldl, Aldevi Tabara Dans une lettre adressée à madame Agathe Uwilingiyimana la Fédération rwandaise de défense des Droits de l'Homme s'insurge contre le désordre qui règne au MINITRAPE, action désordonnée née de la convoitise du dite directeur général qui nourrit de signe.. de signer les documents se rapportant aux parcelles, à la gestion du logement du personnel, aux bons de commande, au fond routier national et de crédit idéal des ponts et chaussées. Cette convoitise a été à la base d'un conflit entre monsieur Rafiki Yancithe et le cabinet du département de travaux publics et de l'énergie Ce conflit vient d'être accentué selon la lettre par , la lettre e par le la lettre selon la lettre par la nomination de monsieur Rafiki par le premier ministre au poste de directeur général pour assurer les affaires courantes après la mort de Gatabazi Félicien Non seulement pense la Fédération rwandaise défense des Droits de l'homme , cette nomination gâte le climat au MINITRAPE, mais aussi elle enfreint la loi notamment la mise en oeuvre de l'accord de paix et spécialement en ce qui concerne le protocole d'accord relatif à l'état de droit, et je cite

“ la Fédération rwandaise de défense des Droits de l'homme est réellement préoccupée par. non je .. je passe, vous savez pertinemement madame le premier ministre que vous avez un contre signé l'arrêté présidentiel n° 481 du 27/8/93 portant nomination des membres des cabinets des ministères vous êtes donc sans ignorer le prescrit de son article trois qui dispose comme suit “ les membres du cami du cabinet forment une équipe solidaire du ministre ” A la suite d'un remaniement ministériel, d'une démission ou de toute autre cause de cessation définitive des fonctions d'un ministre, il est mis fin d'office aux fonctions de son directeur de cabinet et des ses conseillers, les intéressés rejoignent leurs cadres d'origine sauf réconduction expresse. Il ressort de ces dispositions que monsieur Nsengiyumva Rafiki Yacinthe, Mushimiyimana Jean-Baptiste et Raf. Safari Joseph ne sont plus membres du cabinet politique du MINITRAPE depuis la mort du feu Gatabazi Félicien Pour la FRDH, cet acte posé par le premier ministre cache une certaine violation des droits de l'homme. Pour cela, elle appelle madame le premier ministre, le ministre de la fonction publique, le ministre des finances qui sont tous chargés de l'exécution de l'arrêté

présidentiel relatif au différent. aux différents du MINITRAPE de faire preuve de plus de responsabilité et de mettre fin à l'anarchie qui s'installe dans ce ministère. Nous le disions tout à l'heure il se passe quelque chose au MRND.

Orateur : Emmanuel.

Réunion hier hier à Kimihurura du bureau politique du MRND sous la présidence du secrétaire général Joseph Nzirodera, cette réunion s'est penché principalement sur les tueries le 15/3/94 à l'usine à thé de Cyohoha-Rukeri. Le bureau politique du MRND condamne avec la plus grande énergie les tueries le 15 dernier à Cyohoha Rukeri par le Front patriotique rwandais des tueries similaires à celles de Kirambo, Mutura , Bwisige etc...

Le bureau politique du MRND note avec douleur le plan machiavélique du FPR matérialisé par l'effusion de sang des populations innocentes et ainsi bloquer la mise en application des accords d'Arusha. Le bureau politique du MRND prie la MINUAR de renforcer les mesures des sécurité dans la zone démilitarisée. A cet effet, la MINUAR a e . à cet effet le bureau politique du MRND exhorte la MINUAR à faire preuve d'impartialité dans l'accomplissement de sa mission. Le bureau politique du MRND profite de cette occasion pour rappeler la MINUAR de bien vouloir publier le résultat d'enquête des tueries de Kirambo et cela fait cent dix huit jours comme mon confrère vient de le dire, les tueries de Mutura, de Bwisige et etc... faute de quoi la plainte sera déposée auprès du Secrétaire général de Nations Unies. Le bureau politique du MRND exige la tenue du conseil des ministres pour prendre des mesures de décision absolue afin de lutter définitivement contre ces exactions. Le bureau politique du MRND prie le gouvernement actuel de s'atteler à la mission qui lui est dévolue, la mission qui est de sauvegarder les intérêts du peuple rwandais faute de quoi il doit présenter sa démission. Le bureau politique du MRND déclare qu'il en a assez et ne pourra plus être passif aux actes sanguinaires du Front patriotique rwandais contre les populations innocentes. Le bureau politique du MRND adresse ses condoléances le plus attristée aux familles éprouvées

Orateur : Mbirizi.

Voilà Emmanuel, il n'y a pas que le MRND qui a réagi face à ces tueries.

Le Parti libéral par la voix de Justin Mugenzi son président, déplore également les tueries de cinq personnes dans l'usine à thé de Cyohoha Rukeri. Il est interrogé par notre confrère Gaspard Gahigi, rédacteur en chef de la RTL M

Orateur : Gaspard Gahigi.

Monsieur le président tout récemment cinq personnes ont été tués à Cyungo y compris le directeur de l'usine à thé de Cyohoha, quelle est la position de Parti libéral ?

Orateur Mugenzi

Bon, le Parti libéral déplore e. ., le Parti libéral déplore ces macabres assassinats des personnes innocentes dans cette zone démilitarisée. Des telles actions ne se produisent pas pour la première fois, vous savez que au mois de novembre nous avons eu e... un autre carnage dans la sous-préfecture de Ruhengeri, de Kirambo, c'est dans la préfecture de Ruhengeri, nous avons eu d'autres incidents dans la commune de Mutura et d'autres incidents se sont produit dans d'autres communes da la préfecture Byumba., toujours dans la zone démilitarisée C'est une situation déplorable Nous déplorons le fait que des citoyens rwandais soient abandonnés à eux-même, soient abandonnés à la merci de quiconque passe avec un fusil, qui peut tirer sur eux, qui peut les abattre, les assassiner impunément c'est vraiment regrettable. C'est pour ça que nous attirons l'attention du gouvernement wandais et nous regrettons très fort que le gouvernement n'ait pas réagi à ce moment jusqu'à cette heure où je vous parle, que le .. quarante-huit heures après, que le gouvernement rwandais n'ait pas du tout réagi. assacre, que le gouvernement rwandais ne se soit pas réuni pour analyser la situation, parce que pour nous c'est vraiment une situation extrêmement grave. Il faut que le gouvernement rwandais remplisse sa première mission, c'est de veiller à ses citoyens, il faut que si la zone tampon a été réellement abandonnée à la MINUAR, il faut que la MINUAR soit amenée à prendre ses responsabilités quant à la... à la surveillance et à assurer la sécurité des biens et des personnes qui vivent dans la zone tampon Autrement il devrait se déclarer incapable d'assurer sa mission et permettre au gouvernement rwandais à à assumer ses responsabilités. Donc encore une fois le Parti libéral regrette et déplore des tels incidents.

Orateur : Mugenzi.

Ecoutez, il n'est pas dans mes habitudes d'avancer, de pronostics ou des soupçons et surtout de le déclarer sur les antennes des radios e... les enquêtes devront se mener et j'ai entendu la MINUAR promettre que... et entamer immédiatement les enquêtes. Attendons les résultats des enquêtes pour pouvoir accuser qui que ce soit

Orateur : Gahigi.

Je vous remercie, monsieur le président.  
(je vous remercie également). (musique)

Orateur : Mbilizi

La Radio-télévision Libre des Mille collines, il est vingt heures cinquante et une minutes heure de Kigali, après ces informations nous allons dans quelques instants vous proposer une chronique et ce sera sur la situation au Burundi. A tout à l'heure.

Orateur : Mbilizi

Vous écoutez la Radio-télévision Libre des Mille collines, je voudrais vous rappeler que les réflexions que des nombreux auditeurs ont réclamé, ont demandé avoir par écrit sont encore disponible Les réflexions qui parlent, qui disent les réflexions la réflexion, la paix d'Aqusha n'existe pas, la réflexion e... la mauvaise cuisine politique rwandaise, elle est là disponible et la réflexion e... le réalisme, le surréalisme politique au Rwanda elle est là aussi. Vous pouvez toujours passer à la RTLM pour vous en procurer à... à un prix vraiment patriotique.

Orateur : Emmanuel.

Vingt et une heures moins deux minutes dans nos studios e... pour l'information e... que nous venons e... dont nous venons de vous paf... de vous faire part la... l'information concerne le MRND

Matthieu Ndirumpatse, plutôt que Nziroera Joseph secrétaire national du même parti. (Musique)

Orateur : Emmanuel

La mort du président Melchior Ndadaye, les extrémistes Tutssi sont à la base des actes des violences qui ont fait plusieurs morts parmi la population civile Des tracts d'incitation à la haine ethnique ont été distribués parmi la population civile de l'éthnie Tutsi en particulier Nous allons vous faire part d'un de ces cas dangereux découvert en novembre dernier.

Orateur : Mbilizi.

Ayant l'exemple, le dix-sept commandements que chaque Tutsi doit observer pour récupérer le Burundi que les rebelles veulent nous ravir. Je cite

A vous Tutsis où que vous soyez, dans ces jours le petit parti veut nous attaquer à nouveau, il ne cesse de se débattre depuis que les gens éveillés lui ont coupé la tête. Il se bat à l'intérieur du pays et aux frontières. C'est pour cette raison que chaque Tutsi où qu'il soit doit savoir ce qui suit :

1. Hair tout Hutu que vous connaissez ou que vous soupçonnez l'être Souvenez vous qu'ils aiment (inaudible) ce sont des gens qui ne réfléchissent pas et qui n'ont aucun programme. Ils n'ont que des machettes.
2. Ne rien acheter chez les Hutus, efforcez-vous d'aller acheter ailleurs et à défaut achetez chez un Rwandais avec qui nous n'avons pas de problèmes. Mais si un Hutu vient acheter quelque chose chez vous, donnez-lui avec mépris, moquez vous de lui car isl ne sont pas du tout intelligents et leur intelligence ne les conduit nulle part. Cependant parlez avec lui pour sonder ses idées car de même ils ne peuvent oser nous aborder.
3. Ensuite vous devez chercher à savoir partout où habite un Hutu dans les collines et dans votre quartier pour que le jour venu, vous sachiez qui sauver et qui éliminer
- 4 Vous devez être armé pour qu'en cas d'attaque vous soyez prêt à vous défendre. Vous savez que nous n'avons pas d'armes à donner à tous les Tutsis, mais vous pouvez avoir une lance ou une épée sur vous Assurez votre défense tant que les militaires ne seront pas venus vous protéger. N'entrez pas bêtement dans la maison d'un Hutu. Actuellement certains possèdent des

5. Vous devez connaître chaque Tutsi qui possède un téléphone pour que vous puissiez communiquer ou appeler rapidement les militaires à votre secours, et si vous n'êtes pas attaqué, voici ce qu'il faut faire

- un Tutsi vaut trois Hutus, déployez tous vos efforts pour en éliminer trois .

6. Même si le gouvernement interdit d'assurer la sécurité dans vos parcelles et dans la rue car ces instructions sont adressées à ceux qui collaborent avec ce gouvernement et sachez que vous n'êtes pas de ceux-là, et sachez donc que le Hutu pense à ce propa... à se... à se protéger toujours avec retard, ils ne savent pas encore nous surprendre, pensez à les attaquer par surprise. Tout élève Tutsi même ceux qui étudient à l'école primaire doit connaître les enfants Hutus de sa classe. Ce n'est pas difficile de les reconnaître. Parents, sachez ce qu'il faut apprendre à vos enfants quand ils sont encore à bas âge. Sachez qu'il ne faut pas minimiser l'ennemi.

8. Ne vous promenez pas seul dans les sentiers, collines et vos quartiers. Ne vous vanter pas de nos projets en cours. Si nécessaire, nous vous communiquerons les paroles insignifiantes à leurs raconter Il faut bien voir avec qui vous faites groupe, mais ne vous promenez point avec un couteau le jour ou le soir. Promenez-vous de préférence avec une grenade. Si lors d'un fouille, les militaires vous trouvent avec un couteau, ils penseront que vous êtes un Hutu, ayez en poche un morceau de roseau pour que les militaires puissent vous identifier.

10 Essayer de savoir ce qui se passe au front mais ne dites pas que vous allez vous venger. Laissez cela à nos militaires, ils seront en tenue civile. Rassemblez l'argent à payer pour assurer le transport des militaires en tenue civile. Consultez les militaires car eux connaissent le déroulement de toutes les missions

11. Quand il faudra fuir, n'osez pas chercher refuge dans d'autres pays car l'Ouganda est loin de nous. Le Burundi seul est le pays que nous possédons et c'est ici que nous mourront.

12. Les femmes Tutsis qui ont épousé ou cohabitent avec des Hutus doivent savoir qu'elles restent Tutsis, le respect est là. Qu'elles cherchent à connaître les secrets de leurs maris, les enfants qu'elles ont eu avec des Hutus sont aussi Hutus. Comme elles ont trahis qu'elles pensent à sauver leurs os le jour de l'attaque... Qu'elles n'essayent pas ...

( FIN DE LA FACE B )